

RENTRÉE MOROSE : CHANGEONS LES CHOSSES !

Les années de gouvernance de Jean-Michel Blanquer à la tête de notre ministère ont détruit l'attrance des jeunes vers les métiers de l'Éducation nationale, et découragé celles et ceux qui les exercent depuis plus ou moins d'années. La pénurie de candidat-es aux différents concours, la démission de jeunes enseignant-es, la reconversion de plus ancien·nes, le manque de personnels médico-sociaux, administratifs, d'éducation, montrent clairement que l'Éducation nationale ne suscite plus de vocations. Pour combler les manques de personnels, des collègues en arrêt longue maladie ont rappelé-es par leur chef-fe pour former leur remplaçant-es ; des enseignant-es de matières professionnelles acceptent d'« assurer » plus de 30 heures de cours par semaine. Des contractuel·les, que ce soit dans le 1^{er} ou le 2^d degré, sont recruté-es massivement. Certes, l'institution a mis en place – au moins dans notre académie – un système de tutorat rémunéré pour le tuteur ou la tutrice et 4 journées de formation pour nos nouveaux/nouvelles collègues, qui espèrent obtenir *in fine* un CDI, mais pour travailler dans quelles conditions ? Certain-es collègues en CDI n'ont reçu leur notification d'affectation après la rentrée, souvent pour combler les absences de collègues ou postes non pourvus, avec pour corollaire de travailler sur 3 établissements, sans préoccupation du cumul de niveaux, des heures de route, de l'adaptation et de l'intégration à plusieurs établissements en même temps. **Refusons la globalisation du recrutement d'agent-es par contrat dans l'Éducation nationale !** La contractualisation des agent-es du service public, à l'exemple de celui de La Poste il y a une vingtaine d'années, montre aujourd'hui ses limites (agent-es croulant sous la charge de travail, conditions de travail inacceptables pendant les canicules de l'été). A l'image de ce monde fondé par le modèle capitaliste, on demande aux élèves, dès la classe de 5^e, de réfléchir à un projet d'orientation. Sommes-nous là pour formater de futur-es travailleurs/travailleuses ou bien pour leur apporter des outils nécessaires à leur construction intellectuelle ?

Dans les lycées professionnels, l'annonce de l'augmentation de 50% des périodes de stage en entreprise est désormais actée par la présidence et le gouvernement, et ce dès la rentrée 2023. Elle s'accompagne d'une mise en place locale des formations et des volumes d'enseignement, à la carte, lycée par lycée, et met au cœur du réacteur le « monde de l'entreprise ». Les conséquences s'annoncent désastreuses pour les plus de 650 000 élèves de la voie professionnelle sous statut scolaire, dont plus de 5 000 dans le Loiret, un tiers de la jeunesse scolarisée dans le second degré. L'augmentation des périodes de stage aura pour seule conséquence d'affaiblir les heures d'enseignement dispensées en lycée professionnel, alors que la précédente transformation de la voie pro en avait déjà supprimé de nombreuses. Annoncer que les élèves d'une même classe n'iront pas en stage en même temps c'est, de fait, en finir avec leur encadrement pédagogique par des professionnels de l'éducation et laisser les stages sous le seul contrôle des chef-fes d'entreprise. En annonçant vouloir satisfaire les « besoins immédiats des entreprises », le but poursuivi est limpide : faire de cette jeunesse populaire une main d'œuvre vouée aux tâches d'exécution et soumise aux desiderata des patronats locaux. **SUD éducation, comme un certain nombre d'autres syndicats de l'éducation, appelle à la grève le 18 octobre pour sauver les Lycées professionnels.**

C'est enfin le contexte de répression globale contre SUD éducation qu'il faut dénoncer. Kai Terada, militant syndical, suspendu 4 mois et « muté d'office » dans un autre département sans aucune raison, répression à Melle, Bordeaux, Strasbourg, Bobigny, Saint-Denis... **Depuis le ministère Blanquer, notre syndicalisme pose problème : revendication de l'égalité de traitement pour les élèves, respect de la réglementation pour les plus précarisé-es...** C'est pourtant grâce aux luttes menées par SUD éducation que nos collègues les plus précaires ont obtenu de belles victoires : possibilité de CDIsation des AED, prime REP/REP+ pour les AESH...

**Ne laissons pas le gouvernement détruire l'Éducation nationale.
Dans nos écoles et établissements, dans la rue, faisons-nous entendre
pour sauver le service public d'éducation !**